



## EXPLICATION DE VOTE SUR LA CENSURE DU GOUVERNEMENT BARNIER

Le Premier ministre, sans majorité à l'Assemblée nationale a choisi de recourir aux dispositions de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution pour **imposer le projet de loi de financement de la sécurité sociale** pour 2025 et ainsi forcer l'adoption d'un budget d'austérité qui affaiblira gravement notre protection sociale.

Au terme de deux mois de débats parlementaires, force est de constater **l'échec de la méthode Barnier** qui n'a, à aucun moment cherché à lier le dialogue avec les groupes de gauche, ni sérieusement avec certains groupes de son « socle commun ». Pire, en **trahissant le front républicain**, il a fait du Rassemblement national son interlocuteur exclusif.

La première des conséquences est le risque d'un budget de la Sécurité sociale qui fait payer les assurés sociaux, les malades et les retraités autant qu'il fragilise l'hôpital et ne prend pas en charge les défis du vieillissement. **Dans l'intérêt des Françaises et des Français, nous nous y opposerons avec force.**

Face à cette situation, **je suis signataire, avec le groupe socialiste, de la motion de censure présentée par la gauche.**

Cette motion n'est pas une fin en soi. Notre responsabilité est de **présenter une issue et des solutions**. Cette motion n'est pas non plus un outil qui vise à la déstabilisation. Les socialistes n'ont jamais fait le pari du chaos institutionnel.

**L'instabilité du pays est avant tout le fait du Président de la République qui a dissous l'Assemblée** et mis deux mois et demi pour nommer un Premier ministre dont la formation politique a fait 5% aux législatives.

L'instabilité c'est aussi les députés du « Bloc commun » dont les positions divergeaient de jour en jour, et qui, incapables de reconnaître leurs erreurs dans la politique budgétaire de ces dernières années, ont déserté l'examen du budget.

Enfin, l'instabilité, c'est la **volonté affichée et revendiquée de Michel Barnier d'avoir placé son avenir entre les mains de l'extrême droite** en négociant ouvertement sa non-censure avec Marine Le Pen.

Nous considérons que **la seule solution politique permettant la stabilité, le changement de cap politique et l'apaisement dont le pays a besoin est la désignation d'un gouvernement s'engageant sur les chantiers portés par le Nouveau Front Populaire** arrivé en tête lors des dernières législatives : pouvoir d'achat, défense des services publics, urgences climatiques, accès au logement, justice sociale... Une gauche rassemblée et ouverte aux discussions, au service des Français.

Ce nouveau gouvernement devra construire avec le Parlement, ainsi qu'avec les partenaires sociaux, une méthode, un chemin de dialogue et d'actions concrètes. Nous croyons à la possibilité d'un **parlementarisme renouvelé.**

La réalité politique est qu'**aucune force politique n'est à elle seule majoritaire et que la méthode doit être celle du compromis** texte par texte ainsi qu'envisagée dès l'été. C'est une construction politique difficile qu'il faut désormais mettre en œuvre en défendant dans celle-ci les propositions que nous avons portées lors des élections.

**Il appartiendra dans ce cadre à celles et ceux qui ont bénéficié du front républicain de choisir entre la gauche pour assurer la stabilité du pays et sa prospérité et l'extrême droite qu'ils prétendent combattre.**

